RACINES

PUBLICATION DE L'ASSOCIATION DES FRANÇAIS D'ORIGINE ALGÉRIENNE - **N° 5**

C.I.E.M.
75011 PARIS

Mars-Avril 87 - 15 F

L'Assemblée générale de l'A.F.O.A., réunie le samedi 10 janvier 1987 à Paris, a procédé au renouvellement du conseil d'administration. Le nouveau conseil d'administration, réuni le samedi 17 janvier à Paris a élu le bureau de l'A.F.O.A composé comme suit :

MEMBRES DU BUREAU DE L'A.F.O.A ELUS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT : Dhamane Boudjema

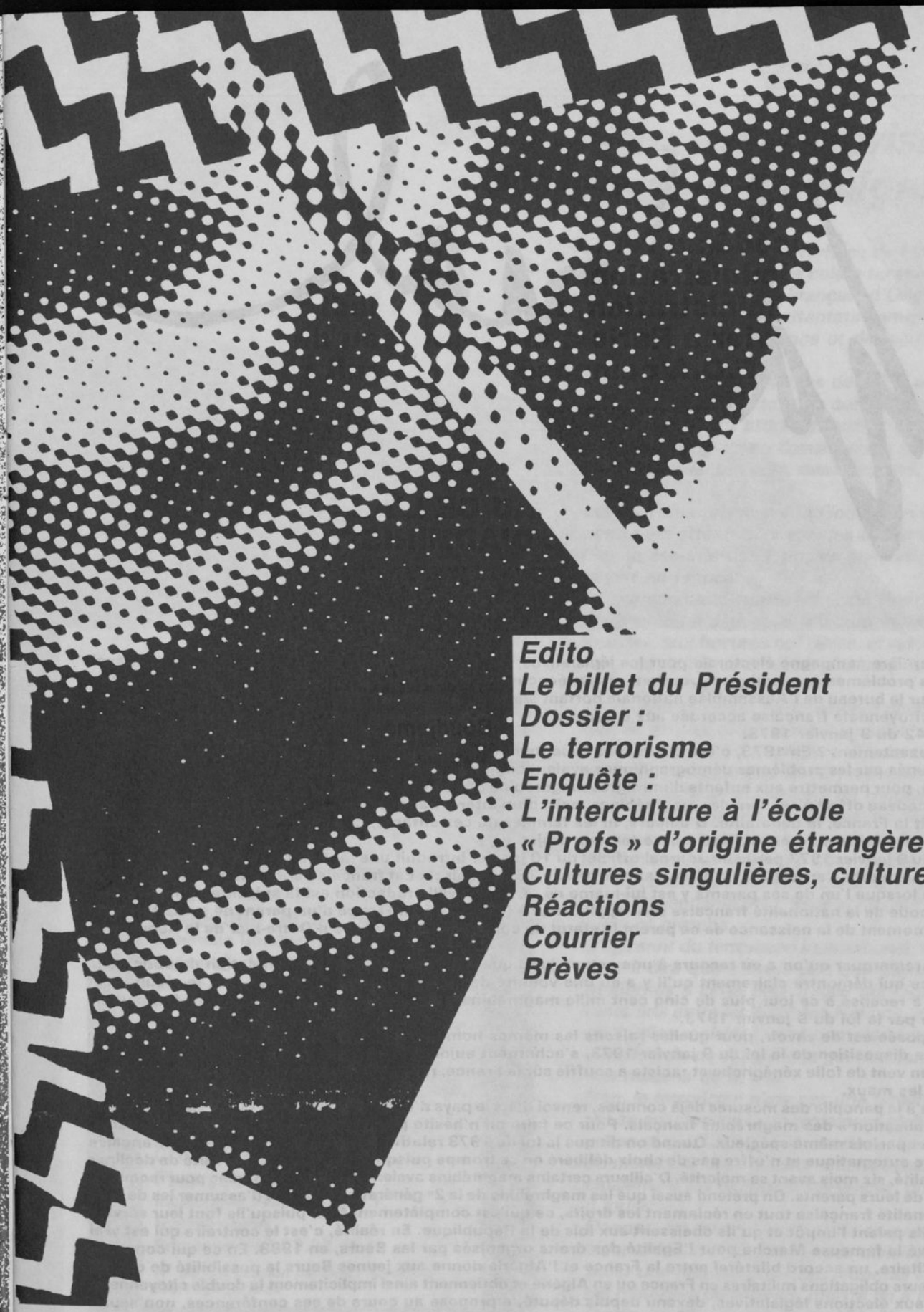
VICE-PRESIDENTS :
- ☐ Ben-Miloud Hacène
- ☐ Chami Louisa
- ☐ Hamlaoui Mahidine
- ☐ Khorsi Sadok
- ☐ Leroul Achour

SECRETAIRE GENERAL :
- ☐ Touabi Henri

SECRETAIRES-ADJOINTS :
- ☐ Azouz Ahmed
- ☐ Ahmed-Chaouch Soraya
- ☐ Khorsi Zakia
- ☐ Denai Fatiha

TRESORIER :
- ☐ Boughiba Kamel

TRESORIERS-ADJOINTS :
- ☐ Dahmane Ali
- ☐ Salemkour Saïd
- ☐ Mergherbi Fatna
- ☐ Ahmed-Chaouch Mohamed Rachid



Edito
Le billet du Président
Dossier :
Le terrorisme
Enquête :
L'interculture à l'école
« Profs » d'origine étrangère
Cultures singulières, cultures plurielles
Réactions
Courrier
Brèves

Editorial

Lors de la dernière campagne électorale pour les législatives, les problèmes de sécurité liée à l'immigration avait primé sur les problèmes économiques, pourtant plus préoccupants et plus urgents. C'est ainsi qu'un projet de loi est déposé sur le bureau de l'Aassemblée nationale portant sur la modification du code de la nationalité, remettant en cause la citoyenneté française accordée aux enfants d'immigrés maghrébins nés sur le sol français en vertu de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973.

Qu'en est-il exactement ? En 1973, c'est-à-dire sous le septennat de Georges Pompidou, quelques hommes politiques préoccupés par les problèmes démographiques avaient suggéré au gouvernement la modification du code de la nationalité, pour permettre aux enfants d'immigrés maghrébins nés en France d'être français. Il ne s'agissait nullement d'un cadeau offert à ces familles maghrébines mais, d'un intérêt national destiné à corriger le mal chronique dont souffrait la France, la dénatalité. D'ailleurs, ni les familles de ces enfants, ni les autorités des pays d'origine n'avaient été préalablement consultées sur ce fameux projet.

Ainsi, la loi du 9 janvier 1973 parue au Journal officiel du 10 janvier introduit une modification au code de la nationalité principalement à l'article 23. En effet, l'ancien article 23 stipulait : « Est français l'enfant légitime ou naturel, né en France lorsque l'un de ses parents y est lui-même né. ». La nouvelle rédaction est la suivante ; « les Articles 23 et 24 du code de la nationalité française sont applicables à l'enfant né en France d'un parent né sur le territoire qui avait au moment de la naissance de ce parent le statut de colonie ou de territoire d'Outre-mer de la République française. »

Il y a lieu de remarquer qu'on a eu recours à une astuce juridique pour légaliser cette modification du code de la nationalité, ce qui démontre clairement qu'il y a eu une volonté délibérée et motivée. En tout cas, le résultat est là puisqu'on a recensé à ce jour plus de cinq cent mille maghrébins dits de la 2e génération qui sont français de naissance de par la loi du 9 janvier 1973.

La question posée est de savoir, pour quelles raisons les mêmes hommes qui, hier défendaient en connaissance de cause, une disposition de la loi du 9 janvier 1973, s'acharnent aujourd'hui à vouloir l'abroger ? Il est vrai que depuis lors, un vent de folie xénéphobe et raciste a soufflé sur la France, rendant les immigrés maghrébins responsbles de tous les maux.

C'est ainsi qu'à la panoplie des mesures déjà connues, renvoi dans le pays d'origine, chasse aux clandestins, s'ajoute la « dénationalisation » des maghrébins français. Pour ce faire on n'hésite pas à invoquer des motifs fantaisistes, malveillants et parfois même spécieux. Quand on dit que la loi de 1973 relative à l'octroi de la nationalité française a un caractère automatique et n'offre pas de choix délibéré on se trompe puisque l'intéressé à la faculté de décliner la dite nationalité, six mois avant sa majorité. D'ailleurs certains maghrébins avaient fait cette démarche pour recouvrer la nationalité de leurs parents. On prétend aussi que les maghrébins de la 2e génération refusent d'assumer les devoirs liés à la nationalité française tout en réclamant les droits, ce qui est complètement faux puisqu'ils font leur service militaire, qu'ils paient l'impôt et qu'ils obéissent aux lois de la République. En réalité, c'est le contraire qui est vrai et qui a motivé la fameuse Marche pour l'Egalité des droits organisés par les Beurs, en 1983. En ce qui concerne le service militaire, un accord bilatéral entre la France et l'Algérie donne aux jeunes Beurs la possibilité de choisir d'accomplir leurs obligations militaires en France ou en Algérie et obtiennent ainsi implicitement la double citoyenneté.

Un candidat aux élections législatives, devenu depuis député, a proposé au cours de ses conférences, non seulement de modifier le code de la nationalité française, mais aussi de lui donner un effet rétroactif de façon à déchoir de la citoyenneté française tous les maghrébins vivant en France. Est-ce par référence au gouvernement de Vichy qui, le 7 octobre 1940, avait abrogé le décret Crémeux de 1870 accordant la nationalité française à tous les juifs d'Algérie ? Du jour au lendemain, ces juifs étaient devenus apatrides, révoqués de la fonction publique, leurs enfants chassés des écoles, leurs biens spoliés et certains d'entre eux internés dans le sud algérien.

Sadek Khorsi Président de l'A.F.O.A.

Directeur de publication
Dahmane Ali
Responsable de fabrication
Boughida Kamel
Rédacteur en chef
Dahmane Boudjemaa
Comité de rédaction
Groud Françoise, Touabi H., Schall Francis, Hocini Karim, Megherbi Fatma, Harrag Fatima, Soudi Abdelkrim, Chami Louisa, Salhi Yasmina.
Correspondance province
Leroul (Marseille), Corsi (Lyon), Abib (Dreux).
Conception maquette
Chantarel Agnès.
Photocomposition
Incidences (42.38.03.26.)
Imprimerie
Primavera (42.02.32.45.)
N° de commission paritaire : AS 67015
ISSN : 07 66 19 59

Halte au terrorisme ! Halte à l'amalgame !

Les récents attentats terroristes de Paris ont créé un climat d'inquiétude et de colère au sein de la population. L'association des Français d'Origine Algérienne condamne ces lâches attentats comme elle réprouve tous les actes de violence et de racisme d'où qu'ils viennent.

Les éminents responsables des cinq religions monothéistes de France, tout en condamnant sévèrement le terrorisme, ont attiré l'attention de l'opinion publique sur le danger de « l'amalgame » qui consiste à culpabiliser telle ou telle communauté, telle ou telle religion.

Les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre les attentats terroristes doivent garantir aussi bien la sécurité des Français que celle des immigrés vivant en France.

La communauté maghrébine de France qui vit dans l'insécurité, a déjà payé un lourd tribut aux attentats racistes, aux bavures policières, et ratonnades qui ont fait, ces dernières années, plusieurs centaines de victimes dans ses rangs.

Le terrorisme est un fléau qui sévit dans toutes les parties du monde et qui n'est la spécialité ni d'une race, ni d'un état ni d'une religion. Il existe en Allemagne, en Italie, en Irlande du Nord, en Belgique, en Espagne et dans différentes régions du monde.

La France a déjà été confrontée, au début des années soixante, au terrorisme aveugle de l'O.A.S. qui a fait de nombreuses victimes, comme elle connait encore les attentats des extrémistes de droite et de gauche, des indépendantistes corses et des autonomistes basques et bretons.

S'agissant du terrorisme international, certains se plaisent à dire que c'est le prix que payent les Sociétés Modernes à cette paix fragile qui règne depuis quarante ans entre les Grandes Nations, alors qu'auparavant, elles réglaient leurs comptes tous les vingt ans dans le bain de sang d'une guerre mondiale qui faisait des millions de morts.

Non, le terrorisme n'est pas une fatalité ! Il peut trouver sa solution dans un réglement global de toutes les crises et conflits qui existent dans différentes régions du monde. A cet effet, les nations occidentales et principalement les Grandes Puissances, ont un grand rôle à jouer.

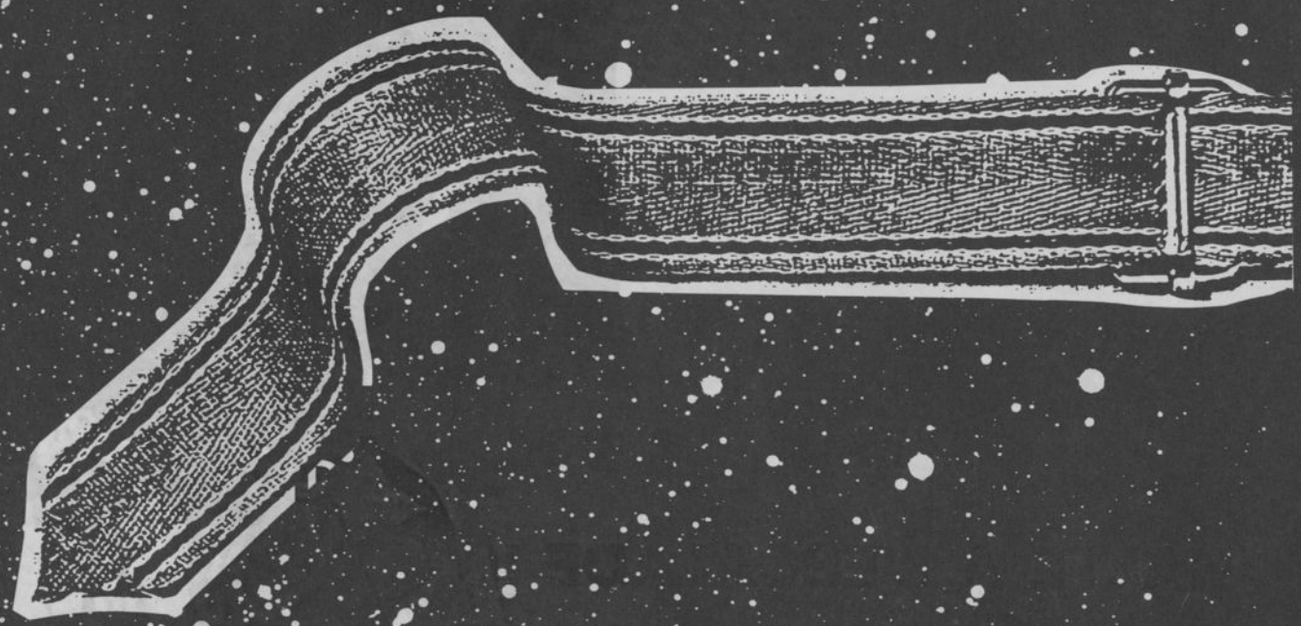
Donner une terre et une partrie au peuple palestinien, aider le Liban à surmonter ses divisions pour reconstituer une nation et un État, redonner l'espoir à toutes les minorités opprimées, mettre fin à tous les conflits larvés, au Moyen Orient, au Viêt-Nam, dans les différents pays d'Afrique et en Amérique Centrale, telles sont les solutions qui sont succeptibles, sinon de mettre fin au terrorisme international, du moins de le faire régresser.

Pour le Bureau de l'A.F.O.A.

Le Président,
Sadok KHORSI

HALTE A L'ESCALADE !

Nous condamnons le raid américain contre la Lybie car la politique de la canonière qui est aussi un terrorisme d'état ne fait qu'aggraver les tensions dans le monde et accélérer la spirale de la violence. En dépit, des rodomontades de Khadafi, la culpabilité de Tripoli dans les différentes actions terroristes n'a jamais été prouvée, il est de ce fait inadmissible que la première puissance mondiale s'arroge le droit de punir cet état dont le régime ne lui convient pas, le prétexte du terrorisme est très commode il permet aux américains de discréditer leur adversaire avant de lui « casser la gueule », ils avaient de même évoqué le principe de la défense du droit international pour venir provoquer, pardon, « patrouiller » dans le golf de Syrte à la barbe des libyens et à quelques neuf milles kilomètres des côtes américaines. Il est difficile de croire que la défense du droit de la mer violé par Khadafi soit à ce point insupportable aux américains les obligeants à réagir « manus militari » au risque d'embrasser toute la région. De même, il est difficile d'admettre que c'est en bombardant Tripoli et Benghasi et en tuant au passage des



dizaines de civils dont les propres enfants du leader libyens qu'on mettra fin au terrorisme, tout en ignorant délibérement les causes de ce mal qui empoisonne toutes les relations internationales. Bien qu'elles ne l'exclusent pas, les causes du terrorisme sont nombreuses et bien connues. Il y a le désespoir de nombreux peuples du tiers-monde exploités, humiliés, et que personne ne veut écouter. Si la scène internationale n'était pas devenue « une jungle » où le plus fort mange le plus faible, beaucoup de problèmes pourraient être résolus par la négociation et le respect des droits de chacun. Or malheureusement, il n'en est rien. L'Afrique du Sud continue à traiter ses vingt quatre millions de noirs comme des animaux et sa police les assasine impunément, tous les jours. Mais, l'Afrique du Sud est l'amie des U.S.A. qui lui fournissent une aide économique et militaire précieuse au grand dam de l'électorat noir américain qui hélàs pour lui n'a pas le même poids que certains « loby » très écoutés par la Maison Blanche. Au Salvador, au Guatemala, au Chili, dans les territoires occupés par Israel, la violence, la négation des droits de l'homme, le terrorisme d'état n'empêchent pas Reagan de dormir. Ce dernier dénonce par contre, il est vrai à juste titre, les violations commises par l'autre bloc, en Pologne, en Afganistan... De la sorte, on a recours à une théorie très sélective de la défense des droits de l'homme : il y a ceux qu'il faut dénoncer pour stigmatiser l'adversaire et ceux sur lesquels il faut fermer les yeux pour ne pas indisposer un allié. Nous n'acceptons pas cette théorie simpliste qui fait la part belle à ceux qui ont les moyens de manipuler l'opinion et de susciter la haine du tiers-monde et des peuples arabo-musulmans, en particulier. Certains médias ont suscité et entretenu à plaisir l'amalgame entre la cause arabe et le terrorisme et appelent à une espèce de croisade des temps modernes pour régler leur compte à ces « barbares fanatiques » que sont les peuples d'outre-méditerranée. Il est interressant de noter qu'en agissant de la sorte, on évite soigneusement de parler du problème du Proche-Orient où la situation continuera à pourrir. Plus grave encore, cette action américaine en Libye ressemble fort à une répétition générale avant l'intervention que prépare Reagan contre le Nicaragua. En effet, de la réponse que donneront à cet aventurisme l'opinion publique internationale et les états de droit dépendra le sort de ce petit pays d'Amérique centrale qui a l'audace de refuser le protectorat des États-Unis. Reagan enhardi par notre passivité met à exécution « sa politique du gros baton ». Nous devons prendre nos responsabilité et rejeter les extrémistes de tout bord et demander aux gens qui nous gouvernent de ne pas se lancer dans une fuite en avant qui risque de mener le monde à la catastrophe. Nous saluons au passage la position courageuse et responsable du gouvernement français qui a refusé d'ouvrir son espace aérien aux bombardiers américains. Nous croyons qu'il y a des moyens plus efficaces de combattre le terrorisme tout en respectant le droit des gens et nous disons à ceux qui sont tentés par cet extrémisme que pareilles actions sont inadmissibles et desservent gravement les causes qu'ils sont sensés défendre.

H. Touabi

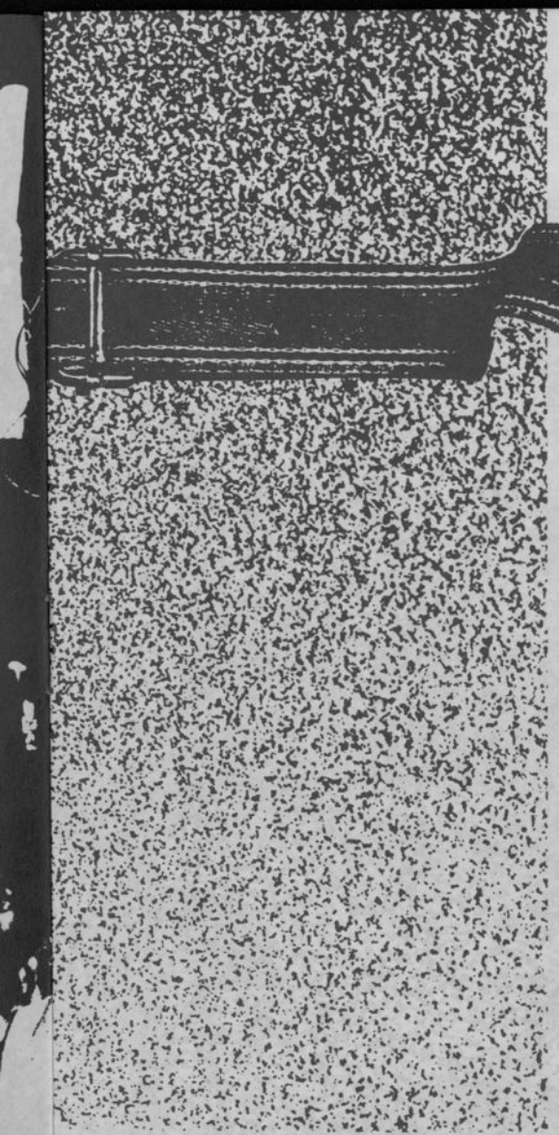
L'AMNÉSIE !

Des accords entre les gouvernements français et vietnamiens vont permettre bientôt le rapatriement des milliers de soldats morts pour la France le rapatriement des milliers de soldats morts pour la France, pendant la guerre d'Indochine. Parmi ceux-là beaucoup des nôtres dont on ne parle jamais. Car une fois de plus les autorités politiques et les médias ignorent complètement les français musulmans et les ressortissants des anciennes colonies françaises d'Afrique du nord tombés par dizaines de milliers dans ce conflit sanglant. Tout se passe comme si les hommes politiques et les journalistes qui ont pour mission d'informer et d'éclairer l'opinion, cachent systématiquement tout ce que nous avons fait et donné pour ce pays. Il est inadmissible que certains pratiquent de façon aussi malhonnête la rétention de l'information alors que dans le même temps, ils donnent le plus grand retentissement au moindre fait qui serait de nature à discréditer davantage notre communauté.

H. Touabi

A QUI PROFITE LE CRIME

Nous condamnons énergiquement le terrorisme d'où qu'il vienne et il n'y a pas pour nous de bons et de mauvais terroristes. Nous nous associons à toutes les composantes spirituelles et morales de ce pays pour manifester notre très vive sympathie à toutes les victimes de ce fléau qui frappe toujours les innocents. Nous demandons aussi aux autorités françaises de mettre hors d'état de nuire ces bandes criminelles, par tous les moyens que permet l'Etat de droit. De la même manière, nous demandons aux racistes d'arrêter leur campagne de haine contre nous, d'arrêter d'intoxiquer l'opinion par un amalgame monstrueux tendant à assimiler au terrorisme la communauté arabo-musulmane (de toutes nationalités). On assiste, en effet depuis quelques mois, à une véritable chasse aux faciés sous couvert de lutte contre le terrorisme et la délinquance. Certes, nous sommes pour la sécurité des personnes et des biens, mais dans les limites de la loi. Nous n'acceptons pas que notre communauté subisse l'arbitraire et les mauvais traitements, les insultes et les calomnies. On avait besoin de nous en 1914-18 en 1939-45 pour défendre ce pays, puis le reconstruire après la guerre en assumant les travaux les plus durs et les moins valorisants. Nous avons payé à la France un lourd tribu, le prix du sang, et nous avons acquis par là même, le droit imprescriptible d'être des Français à part entière, et nous refusons l'inégalité de traitement. De même, s'agissant de nos frères immigrés, la plupart issus comme nous des anciennes colonies françaises et qui ont comme nous beaucoup donné à la France, nous demandons le respect de leur droit à séjourner et à travailler dignement dans ce pays, et la fin de l'insécurité juridique et physique qu'ils vivent tragiquement ces derniers temps. Nous ne pouvons pas accepter que sous prétexte de combattre le terrorisme, on mette en péril l'Etat de droit. Ces libertés que nous envient bien d'autres pays et qui fondent la supériorité des systèmes démocratiques doivent être sauvegardées coûte que coûte, n'en déplaise à tous les nostalgiques du facisme qui se manifestent beaucoup ces temps-ci. Quand on veut détrire une démocratie, on commence



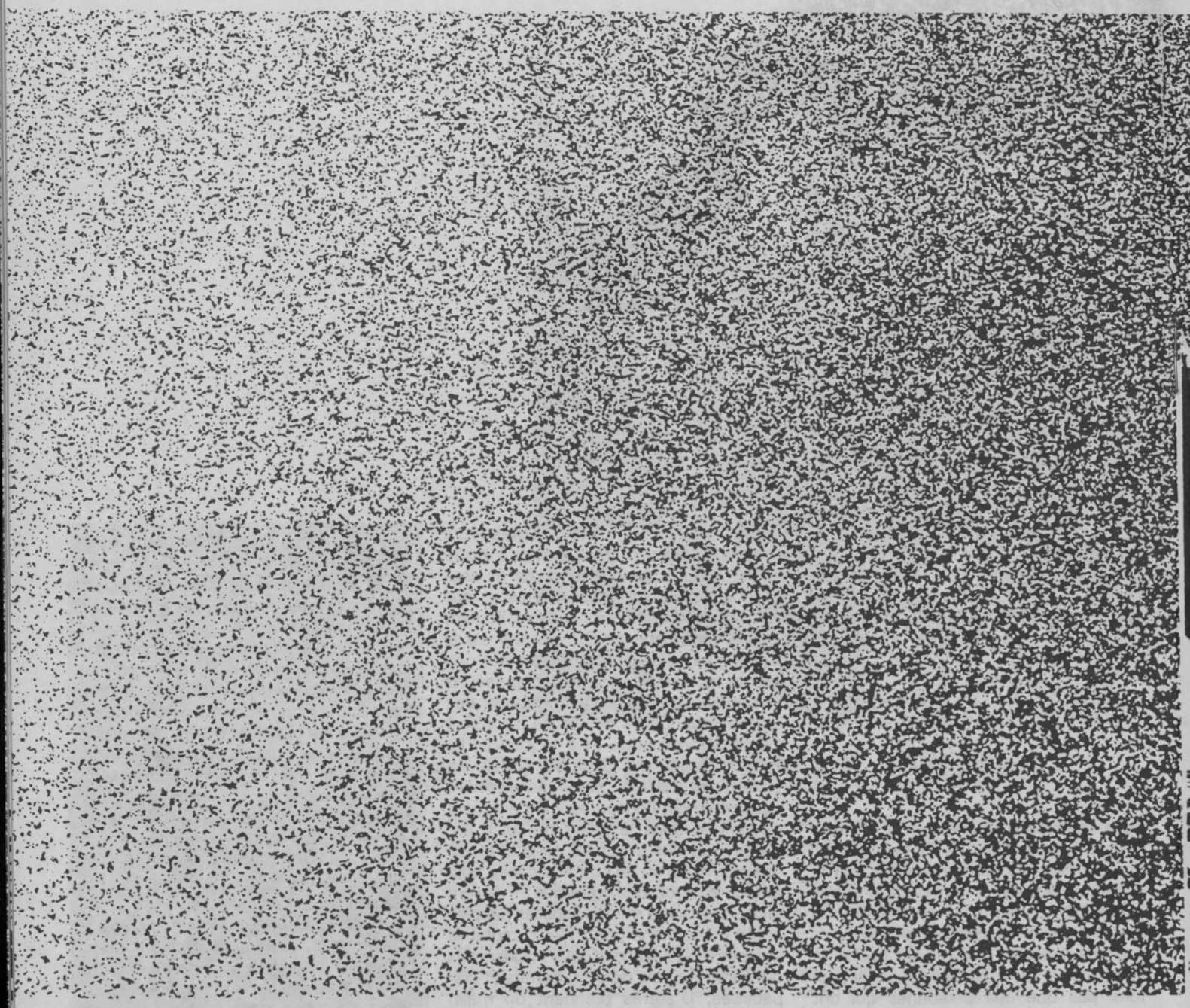
par l'affaiblir en s'attaquant à un maillon faible, aux minorités, par exemple. En France, certains commencent à s'attaquer aux droits des immigrés, d'autres élargiront la brèche et enterreront un jour, toutes les libertés démocratiques ; méfions-nous de l'arbre qui cache la forêt. De ce point de vue, nous n'acceptons pas que des personnes qui ont rendu les « honneurs militaires » à des poseurs de bombes de l'extrême droite à Toulon impute même indirectement à notre communauté, la vague d'attentats qui a secoué Paris au mois de septembre. De même, nous n'acceptons pas que des pays qui pratiquent depuis des années le terrorisme d'Etat puissent donner des leçons et des conseils à la France. Ces pays qui ont l'habitude d'écraser sous leurs bombes les villages et les écoles, qui ont tué et mutilé des dizaines de milliers de femmes et d'enfants au Liban ou ailleurs n'ont pas besoin de verser des larmes de crocodiles sur le malheur qui frappe en ce moment en France. D'ailleurs, ce qui nous arrive, devrait plutôt les réjouir secrètement car ce terrorisme stupide tombe à pic, pour jusitfier toutes leurs intransigeances et faire payer à notre pays sa politique indépendante et courageuse au Proche-Orient. Du reste, tous les hommes politiques ludices savient que le terrorisme proche oriental est la conséquence de la politique de violence inouie que subissent les populations occupées et réprimées depuis des années auxquelles on refuse le droit à l'auto-détermination et à la justice. La France paye, en quelque sorte, les erreurs de certains pays qui viennent hypocritement l'encourager à s'enfoncer davantage dans le piège qui lui a été tendu. Les uns accusent sans la moindre preuve tel ou tel état adversaire obstiné de leur politique agressive et veulent discréditer par là même, tous les peuples arabo-musulmans pour mieux capter la sympathie et l'aide des pays occidentaux qui sont, une fois de plus, bernés et culpabilisés. D'autres prennent un malin plaisir à comptabiliser les attentats pour les imputer à une communauté pacifique et sans défense qui est frappée de toutes parts. Nous demandons donc aux hommes politiques responsables de poser publiquement la vraie question ; « A qui profite le crime ? ». Nous voulons aussi que toutes les réponses possibles soient apportées à l'opinion publique. Enfin, nous souhaitons tous ardement que tous les coupables soient retrouvés, démasqués et châtiés sévèrement. Notre communauté qui a servi de bouc émissaire dans cette affaire comme dans tant d'autres doit être ainsi lavée de tout soupçon et réhabilitée aux yeux d'une population sans cesse trompée et excitée contre nous.

H. Touabi

Mehdi s'arrête net, enthousiate devant l'affiche d'une reproduction de peinture et repart, ouvrant et refermant son vaste manteau. Il est en ce moment en pleine campagne électorale. Mehdi Lallaoui est tête de liste aux régionales dans le Val d'Oise. Il faut dire qu'à Argenteuil, sa ville, il est connu. Élève au lycée où il enseigne aujourd'hui, son itinéraire est classique et exemplaire à la fois : une enfance à Argenteuil dans une cité, renvoyé du lycée à seize ans, il travaille alors dans le bâtiment. C'est peut-être sa chance, car n'en pouvant plus de rentrer épuisé le soir et de se lever à l'aube, il reprend des études de sciences économiques tout en collectionnant les petits boulots.

Il y a quelques années, il a tenté un retour en Algérie, d'où sa famille était originaire. L'échec. Il revient en France et nous le retrouvons candidat aux élections régionales. Parcours remarquable de cette génération que nous appelons seconde. C'est de ce parcours à cheval sur deux cultures, deux civilisations, tel celui de Little Big Man, dont Mehdi témoigne. Dans son lycée, où l'on forme aux professions de l'automobile, Mehdi est un prof pas exactement comme les autres, plus proche des élèves d'origine maghrèbine. Peintre avant que d'être prof, ses tableaux qu'il expose parfois dans des écoles, présentent les ruelles sombres des villes méditerranéennes, où les femmes vont voilées et les enfants en groupe. Nostalgie, nostalgie ! Mais **Mehdi est beur tout simplement.**

Nadine Gautier



Entendre un prof raconter l'histoire des mathématiques au milieu d'un cours sur les algorithmes, surtout s'il est lui-même d'origine arabe, voilà de quoi nous ouvrir des horizons nouveaux.
Mais qu'ouïs-je, enfin que lis-je ? L'école ne serait donc plus cette « machine à unifier » qui, depuis un siècle, bon gré, mal gré, a permis à la conscience nationale de se forger au prix de la neutralisation de toute identité culturelle ? Mais si, l'école est toujours la même et « son propos n'est pas (encore) celui de la différence »(1)
Cependant ce qu'on appelle pompeusement l'interculturel, a pénétré l'école malgré elle. Face à l'arrivée massive des enfants de migrants ces dernières années dans l'école, des mesures ont dû être prises, des groupes de réflexion créés, des publications faites.
« Le problème est désormais intérieur à la société française, voire intérieur à la conscience de la part la plus jeune de la population » dit l'un des plus célèbres rapports sur le sujet (2).
Mais sur le terrain, hors des cabinets ministériels feutrés, hors des centres de réflexion enfumés, il s'est passé une chose : c'est l'arrivée de certains de ces enfants de migrants dans l'enseignement. Eh oui, des profs d'origine étrangère. Parce que nés en France et ayant grandi en France, ils sont et se sentent Français. Mais Français plus autre chose : ils portent en eux la marque de leur pays et de leur culture d'origine, mais surtout la marque de l'immigration, du parcours (déracinement, trajet transplantation) d'un pays à un autre. Face aux enfants qu'ils ont en charge, issus eux aussi de l'immigration, qu'il ont en charge, ils peuvent constituer une réponse aux questions que se posent depuis plusieurs années les groupes d'étude. L'un des ensei-

gnants que nous avons interrogé dit : « Dans la société occidentale telle qu'elle est définie, si l'on veut être debout, on a intérêt à savoir qui l'on est ».

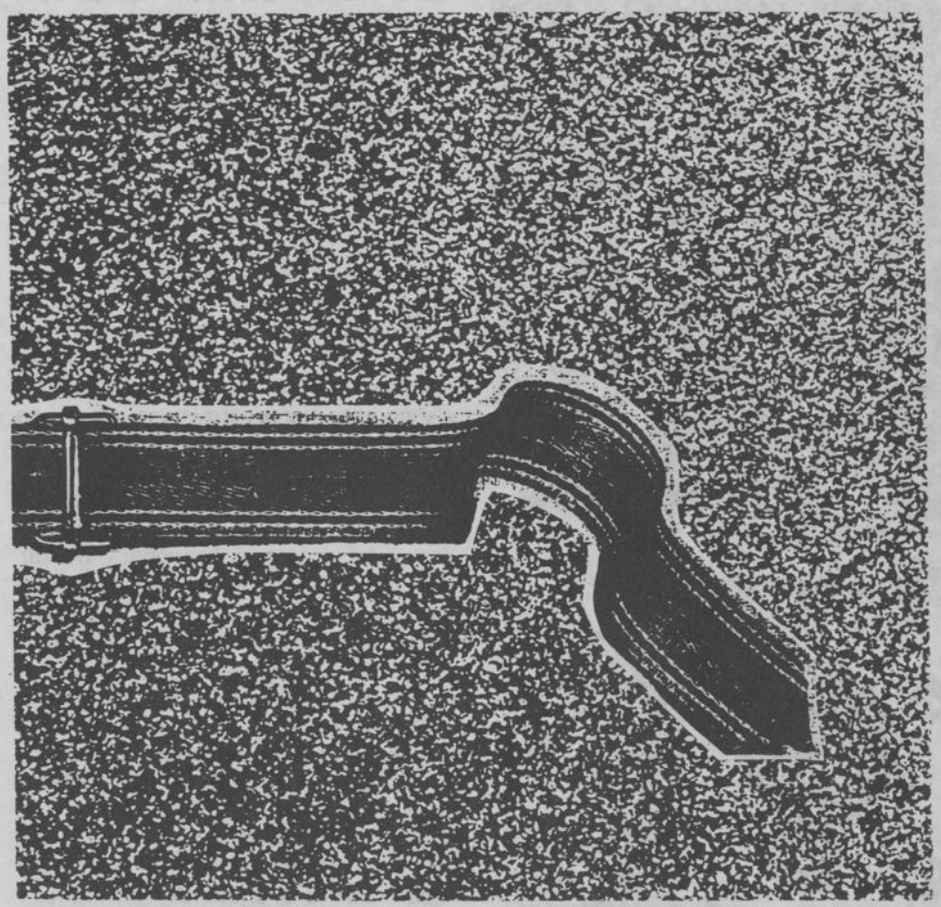
Parmi ces enseignants, certains ont fait le parcours inverse de l'immigration pour retrouver les origines perdues ; d'autres ont intégré les bons préceptes républicains en se revendiquant uniquement français. D'autres enfin ont cherché, et parfois trouvé, un compromis entre deux cultures parfois radicalement différentes. Et ces démarches se retrouvent dans leur enseignement, quelle que soit la matière — car il n'existe pas dans les faits **de « disciplines privilégiées pour témoigner de sa culture »**. Mais inversement, il existe des disciplines refuges qui permettent de ne pas avoir à témoigner de ses origines. On peut ainsi distiguer deux types : les matière de contenu et d'information et les matières de communication et de transmission, ces dernières étant le lieu-même du témoignage. Mais celui-ci ne doit pas être une fin en soi puisque ce qu'on attend aujourd'hui d'un enseignant, c'est qu'il transmette une pratique plutôt qu'un contenu. Et ceci peut se faire dans n'importe quel cadre culturel.

Léna Delacroix me regarde en souriant, son accent chantant dégage une bonne humeur communicative : « Témoigner de ma culture ? Je ne me suis jamais posé le problème. Ma manière d'enseigner est indissociable de ma manière d'être, est-ce celle d'une Antillaise ? Oui, sans doute ! « Elle est la même au lycée, dans la rue, chez elle : simple, chaleureuse, naturelle. C'est pourtant à contre-cœur que Léna a suivi son mari, médecin, en France, il y a quelques années, après avoir enseigné quatre ans en Guadeloupe et appris, à cette occasion, « à connaître vraiment la réalité antillaise, à comprendre ce que signifiait être guadeloupéenne ». Mais, si elle compte bien y retourner pour y vivre, elle vit à fond son expérience française, et a même passé le Capès alors qu'elle était déjà titulaire. « En classe, dès le premier jour, le contact s'établit à merveille. Je ne cherche pas à échapper à ma différence, elle s'affirme tout naturellement. » Elle ne fait aucune difficulté pour reconnaître que la séduction fait partie de ses atouts pédagogiques. Mais qui saurait faire la distinction entre la femme et l'Antillaise ? A part, peut-être, cet élève camerounais qui ne supportait pas de devoir obéir « à une femme, et antillaise en plus ! ».

Sa matière, l'espagnol, la sert pour vivre au mieux son identité, mais est-ce par hasard qu'elle a choisi de l'enseigner ? « Mon cours, fondé essentiellement sur l'oral, est ouvert sur le monde latino-américain, très lié aux Antilles géographiquement et historiquement. Cela me permet de parler de ce que je connais, mais sans volonté spéciale, pour rien, pour tout ! Les élèves m'incitent eux-mêmes spontanément à le faire ». En retour, Léna se sent un élement coordinateur entre ses élèves d'origines diverses. « C'est peut-être là la manifestation en moi des Antilles, carrefour de races ouvert à toutes les cultures... » Dans la salle des professeurs, Léna joue le même rôle en ne se cantonnant pas aux sujets sur la pédagogie, ni à ses collègues hispanistes.

Avoir des rapports humains différents, sortir du discours attendu tout en étant au cœur du sujet, c'est la grande habileté de Léna, son témoignage naturel de la culture antillaise. A une mère d'élève qui expliquait par sa fatigue les mauvaises notes de sa fille, Léna répondait : « Si elle part à sept heures sans avoir pris un petit-déjeuner copieux, je m'étonne qu'elle tienne le coup jusqu'à midi ! » La mère a ouvert de grand yeux. Agréablement surpris.

Claire Teillard d'Eyry



En 1976, au lycée de Noisy-le-Grand, deux enfants cambodgiens abordent dans leur langue, Tanh, professeur vietnamien de lettres classiques. « Je n'ai rien compris à ce qu'ils me disaient. J'étais tout à fait désemparé. J'ai pensé : qu'est-ce que je fais ici ? » Tout bascule pour Tanh, qui se vivait en parfait Occidental, malgré un malaise croissant à rester dans le moule auquel il se croyait conforme. « Je me suis aperçu que j'avais passé dix ans de ma vie à donner des preuves, alors qu'on ne demandait jamais ses qualifications à un collègue « hexagonal ».

Tanh, arrivé en France il y a quelques trente ans, fut le second vietnamien à entrer en hypokhâgne au lycée Louis le Grand. Il avait étudié, à l'école, le latin et le grec pour mieux pénétrer sa culture d'adoption dont lidéologie coloniale, encore en vigueur, affirmait la supériorité absolue. Jusqu'à l'arrivée de la deuxième vague de réfugiés asiatiques, il neutralisait sa différence et, s'il était mieux placé qu'un autre pour expliquer un texte sur le bouddhisme ou, en latin, pour comparer les civilisations antiques, sa propre culture n'était pas « au programme » et il ne l'y faisait pas entrer. « D'ailleurs, à cette époque, on ne s'intéressait qu'au Vietnam en guerre ». Après avoir fait de la formation dans la banlieue Nord, où il remet dans le ciruit professionnel de jeunes chômeurs, dont des immigrés maghrébins qui le font réfléchir sur sa propre façon de vivre son identité, Tanh a trouvé sa voie : l'animation culturelle.

Même s'il reconnaît, qu'aujourd'hui l'école s'est aérée et assouplie, comme en témoignent, en apportant à leurs élèves robes et chapeaux de leur pays, des institutrices asiatiques de sa connaissance, ou encore un de ses amis, professeur de mathématiques, qui ne manque pas d'évoquer dans son cours le rôle des Chinois dans l'histoire des chiffres, le lycée ne paraît pas à Tahn « le lieu adéquat » à sa nouvelle ambition, même s'il se sent un peu seul pour la réaliser : faire le lien entre la multiple communauté asiatique et les Français, casser le mythe du « Chinois » et faire connaître les cultures de l'Asie encréant un espace où elles pourront se manifester.

Claire teillard d'Eyry

Où en est, du côté de l'école, cette France multiraciale qui fait si peur à l'extrême-droite et à laquelle avait réfléchi la gauche avec le rapport Berque ? A la maternelle comme au lycée, indépendamment des idées politiques, la situation reflète celle du pays au quotidien, les choses se passent, la réalité se vit telle qu'elle est. Et voici ce qu'elle est : en face d'une classe parfois composée d'éléments d'origines très diverses, un professeur de vieille souche française, mais peut-être aussi un Français de parents maghrébins, ou encore un Antillais, un Camerounais, ou bien enfin un réfugié venu d'Asie. Comment les professeurs d'origine étrangère vivent-ils leur enseignement ? Apportent-ils à leur cours un peu, beaucoup de leur propres cultures, volontairement ou non ? Nous sommes allées le leur demander. Comme dans l'ensemble de la profession, on en rencontre de progressistes et d'attachés à la tradition qui, pourtant, en ce qui les concerne, semble bien dépassée. C'est vrai, la force de l'école française fut autrefois d'unifier le pays, de niveler les différences, au prix des violences que l'on sait, pour que le petit Breton parle le même langage que l'écolier de Bordeaux ou de Paris. Elle a bien rempli son rôle : la France était un modèle de centralisation. Mais déjà depuis plusieurs années, les spécificités culturelles se sont réveillées et ont revendiqué leur place à l'école que l'intrusion d'autres réalités sociales, par le truchement de la télévision, bousculait déjà quelque peut. L'école, bon gré mal gré, fut bien obligée d'ouvrir son univers protégé et de faire craquer les régles conservatrices : le cours magistral, l'autorité incontestable du professeur sur les élèves.

Aussi n'avons-nous pas été étonnées que ceux qui mettent un point d'honneur à rester dans le monde traditionnel se sentent plus ou moins lucidement dans une impasse, tout comme les professeurs femmes de naguère qui essayaient de se faire respecter par une virile domination à laquelle on ne les avait pas préparées : l'un disait n'avoir pas vraiment choisi son métier, l'autre que de toute façon il comptait rentrer dans son pays d'origine, le troisième avait déjà tiré ses conclusions en quittant l'enseignement.

Restent les autres qui, à condition de se sentir bien dans leur différence, peuvent l'utiliser comme un atout dans leur enseignement et ne s'en privent pas. Cela ne se passe bien sûr pas toujours sans tâtonnements, sans obstacles ou conséquences imprévus, comme pour toute

innovation lorsqu'elle s'introduit dans une institution aux enjeux essentiels. La première difficulté, c'est l'étonnement qui, dans le pire des cas, se manifeste par le racisme ou par une sollicitude paternaliste. Heureusement, elle vient rarement des élèves et après tout, ce sont eux les premiers concernés. Aux élèves d'origine étrangère il est bénéfique de se voir « représentés » par une autorité du système scolaire, comme il est bon pour les Français d'avoir un authentique interlocuteur dont la différence est rejetée parfois autour d'eux, par leurs parents ou leur milieu. Comment les professeurs la manifestent-ils, cette différence ? Mais d'abord de façon rien moins que spectaculaire ! Chacun réagit devant une classe selon sa personnalité, c'est à dire aussi selon ce qui l'a formé : parents, religion, région... Un Méditerrannéen, par exemple, aura une conception conviviale des rapports humains, une pratique aisée de l'oralité - pour peu qu'il se reconnaisse de sa Méditerranée. A cet égard, le retour des enseignants Pieds-noirs, dans les années soixante, semblerait avoir renforcé insensiblement l'usage plus large des sorties, des animations, un rapport plus souple de l'école avec l'extérieur. Peut-être ont-ils ouvert la voie aux enseignants maghébins d'aujourd'hui ?

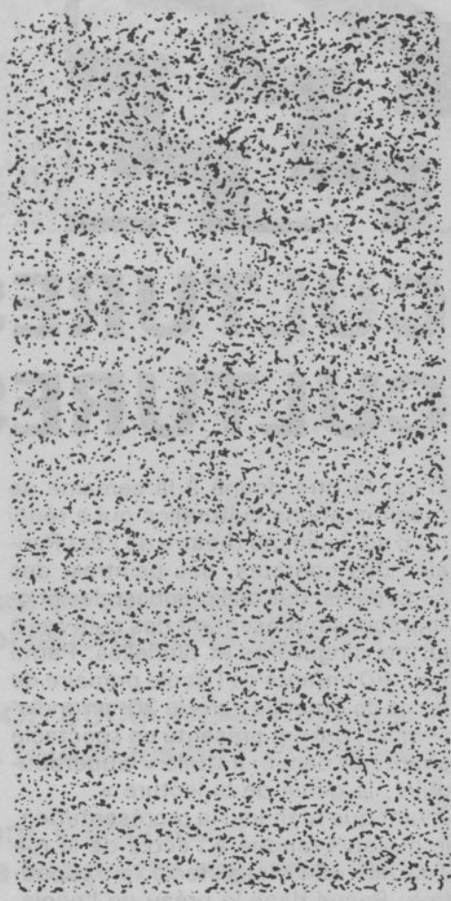
Chez ceux des professeurs interrogés qui disaient ne se distinguer en rien de la masse des collègues, la spécificité se manifestait comme innocemment, ainsi qu'en témoigne l'exemple de ce professeur de mathématiques algérien, dont certains pensent parfois qu'il est Piednoir ou même juif, et dont les élèves disent qu'il est un « prof normal », mais qui est toujours le premier à emmener ses classes à Paris pour une journée, visiter Antenne 2 ou aller au théâtre, et qui réserve chaque semaine deux heures de son emploi du temps surchargé pour aider bénévolement les élèves qui le désirent. Bonté du cœur ? Non, manifestation d'une culture chaleureuse.

Il est vrai que les disciplines scientifiques restent des matières de contenu et d'information qui laissent peu de place à ce qui ne les concerne pas directement ; aussi avons-nous trouvé tout naturellement des témoins « actifs » de leur culture - du moins dans le cadre des cours, car rien n'empêche un professeur d'informatique d'organiser un P.A.E. (1) - dans les matières de relation et de communication, où le sujet proprement dit compte moins que la réflexion proposée aux élèves, et où l'acquisition de mécanismes laisse un éventail de thèmes possibles.

La colonisation et ses retombées font partie de l'histoire contemporaine enseignée à l'école, et débordent la matière histoire pour entrer en français avec les auteurs étrangers francophones (au programme de cette année, en sixième, l'enfant noir de Camara Laye, en quatrième, Nedjma de Kateb Yacine). Les professeurs de cultures sont à ce titre particulièrement bien placés pour parler de la leur quand l'occasion se présente. Selon leur personnalité, ceux que nous avons rencontrés le faisaient avec plus ou moins de spontanéité, de reflexion, de recul ou d'enthousiasme. Le danger, par la suite, c'est d'être catalogué comme le témoin « de service » des Antilles ou du Maghreb, une fois qu'on a révélé ses richesses dans son cours, ou dans une fête du lycée, ou dans un P.A.E.. C'est alors au professeur étranger de l'éviter en s'ouvrant sur d'autres cultures, et également aux professeurs français de se lancer sans complexes dans ce qu'il ont envie d'étudier, avec le concours des élèves et des parents. L'école, lieu de transmission de la culture, est aussi le lieu de l'apprentissage de l'identité de chacun.

Claire Teillard d'Evry
Nadine Gautier

(1) Projet d'Action Educative



Jeunesse

CULTURES SINGULIÈRES CULTURES PLURIELLES

C'est le titre donné à la semaine de manifestations culturelles qui a réuni du 6 au 7 juin, au théâtre de l'Est Parisien des conteurs, des peintres, des comédiens, des calligraphes, des photographes représentant des cultures à la fois singulières et plurielles. Parmi eux, 60 enfants de l'école primaire de la rue de Tourtille dans le 20e arrondissement, qui ont présenté un spectacle chanté et dansé, intitulé « Superbouquin , le génie de la lecture ».

Avant que n'ait lieu la représentation, je me suis rendue à l'école de la rue Tourtille afin d'assister à une répétition. Reçue dans le préau de l'école, j'ai attendu aussi discrètement que possible que les choses se mettent en place. Un matin ordinaire. L'animation dans la cour de récréation, puis la montée des enfants vers leurs classes respectives, enfin l'installation des élèves-comédiens, chanteurs, danseurs, et acteurs, et de leurs spectateurs, élèves eux aussi, dans le préau. Tout cela se passe sans précipitation et sans cri. Les choses semblent rôdées. Les deux enseignants animateurs et responsables de cet atelier sont très présents, mais déjà les enfants portent le spectacle. Il ne reste plus qu'une quinzaine de jours en effet, avant la représentation.

Pour moi, un sentiment très vif, au milieu de ces enfants de toutes origines, dans cette activité organisée, qu'il y a là le cœur du monde qui bat, au creux de ce quartier aux mille couleurs, dans une ville agrandie aux dimensions de l'Univers. Par quelles circonstances de l'Histoire et de leurs propres histoires, ces enfants sont-ils réunis, ici ? Qu'est-ce-qui fait lien entre eux ? Quelle représentation ont-ils eux-mêmes de tout cela ? Ces questions en moi lorsque cinq enfants participant à l'atelier de théâtre, ont accepté de répondre à mes questions. Tous, sauf Calvien, 11 ans arrivée en France en 1983, après que ces parents aient fui le Vietnam, sont nés en France de parents immigrés : José, 9 ans, portugais, Hafida, 10 ans, marocaine, Youssef, 12 ans, de père marocain et de mère française, Toufik, 13 ans, tunisien ;

Nous parlons d'abord du spectacle qu'ils sont en train de répéter. Cela semble un grand plaisir pour eux que de « jouer à la comédie ». Ils aiment les paroles des chansons mais ils ne peuvent dire pourquoi. J'apprends que certains moments les amusent et particulièrement lorsque dans la chanson des loubards, le groupe des filles fait reculer le groupe des garçons, parceque ça c'est vraiment pour rire, la preuve c'est qu'elles ne savent pas faire les gestes. « On dirait des singes ou des canards ». C'est comme Habib lorsqu'il dit qu'il voudrait une barbie, tout le monde rit. Et puis, ils apprennent des choses, par exemple que la colombe et l'olivier représentent la paix.

Et tout cela leur plaît suffisamment pour ne pas céder aux moqueries des copains qui leur disent « tu joues avec des bébés et avec des filles, moi, j'aurai les boules si je chanterais avec ma sœur ». Ce qu'ils appréhendent un peu, c'est de se tromper devant les spectateurs. Alors, ils auront la « honte » !

De l'école ; Toufik dit que c'est la meilleure qu'il ait connue, « ici, ils sont gentils ». Il garde un mauvais souvenir des trois autres écoles du quartier par lesquelles il est passé, et notamment de l'une d'elle où il dit-il, les maîtresses le giflaient. Au bout de cet itinéraire scolaire mouvementé, à 13 ans Toufik aborde la 6e année dans de très mauvaises conditions. Est-il conscient de cela lorsqu'il affirme vouloir continuer jusqu'au bac ? Youssef, aussi, a eu une scolarité difficile. Il est arrivé dans cette école, cette année après avoir été renvoyé de l'école précédente. Il ne sait pas pourquoi. Ici, il s'est refait pleins de copains. Donc ça va. José lui aussi est arrivé à l'école après un redoublement. C'est son père qui a décidé du changement pour qu'il travaille mieux. Comme Toufik, il préfère cette école. Malgré leurs difficultés, tous les trois disent « qu'à l'école on apprend des choses et que c'est bien ». Hafida qui, pourtant elle réussit bien au contraire critique. « C'est pas drôle l'école » et elle ne semble pas envisager de longues études.

Une école dans laquelle il y a des enfants de tous les pays et ça c'est bien parce que « on se raconte comment c'est d'autres pays », par exemple Lomé en Afrique, ils ont vu un film et ils ont appris beaucoup de choses.Des enfants français, il y en a un, non, deux, deux filles. Une controverse s'engage à propos d'une fillette dont il est dit « elle est pas française, elle est bretonne ». « Mais, non c'est pareil ». Le racisme ? Hafida ne comprend pas ce que ça veut dire « on est tous des gens ». Pour Toufik c'est lorsqu'il entend dire « retourne dans ton pays, qu'est-ce-que tu fais en France, ici c'est pas chez toi ». Que disent-ils ? « On est là ». « Il y a beaucoup de français au Maroc, on les chasse pas. Nous là bas, c'est un pays libre ». Toufik dit aussi que sa mère a envie de retourner en Tunisie à cause des meurtres d'arabes. « Je me suis demandé d'où vient le racisme ?, mais ils n'ont pas de réponse. Ca se sent

Édition sans frontière
33, bd St-Martin
75003 Paris
Tél : 42.78.44.78

Contacts Driss Mathlouthi
ou Dominique Pasquet

Madame, Monsieur,
Sans frontière est heureux de vous annoncer l'ouverture de son atelier de fabrication. Il met à la disposition des sociétés et des associations qui le désirent 4 services :

- ► 1er service - la photocomposition - sur un matériel MCS 8000. Nous vous proposons près de 20 caractères du corps 7 à 72 avec toutes les possibilités de condenser, d'expenser et habillage.
- ► 2e service - la photogravure - un matériel performant « chemco »
- ► 3e service - la fabrication - nous vous proposons la maquette régulière ainsi que le montage des articles et des photos.
- ► 4e service - la création - création d'une nouvelle maquette, d'une nouvelle « une » d'un logo, d'une affiche etc.

Veuillez recevoir un numéro de Baraka mensuel il vous prouvera si besoin en est, le sérieux de ses services.
En espérant une collaboration prochaine.
Veuillez recevoir nos salutations.

►

Je désire recevoir ☐ un catalogue de Photocomposition
☐ un catalogue de photogravure
☐ un catalogue de fabrication
☐ les possibilités de création

M. Mme Mlle .....
Société ou Association .....
Adresse .....
Ville ..... Tèl .....

quelqu'un qui est raciste, « comment il est nerveux », au contraire, celui qui ne l'est pas « il rigole avec nous ».
De la France, ils aiment les merveilles, la tour Eiffel, la tour Montparnasse mais ce qui n'est pas beau, c'est la violence, la drogue, les viols, tuer les gens.
Un pays merveilleux, ça serait « Tahiti, il fait chaud, un pays calme, on accueille beaucoup de touristes, que personne ne viole les filles, pas de meurtre ».
Plus tard, Youssef veut travailler dans la mécanique générale et Toufik, dans la mécanique-avion, José veut être chauffeur, Hafida aimerait faire du théâtre ou être chanteuse, quant à Calvien qui ne sait pas, ils la voient maîtresse, inventeuse, ou encore pilote d'avion car elle est la meilleure élève de la classe. Mais est-ce qu'une femme peut devenir pilote d'avion ? Ils seront célibataires « c'est dur de nourrir les enfants, il faut 6 000 francs pour 6 enfants. Leurs parents sont gentils « mon père, il veut quand on sera grand, qu'on soit pas des voyous », « tu vois ces cicatrices », et Toufik me les montre sur son visage, « c'est mon père qui m'a battu pour pas que je devienne voyou ? » Quant à Youssef, il raconte comment il s'était laissé entraîné à voler des livres et comment il s'est retrouvé au commissariat. Ses parents l'ont privé de sortie afin qu'il ne recommence pas. Etre quelqu'un de bien ? « C'est rester calme, gentil avec ses parents ».
Leurs loisirs ?, le cinéma, disent les garçons : les films de Kung Fu, d'aventures, de Bruce Lee, et de me citer le Rex, le Palace, Hafida préfère les films drôles. Elle regarde souvent la télé. Youssef fait du foot. Avec le cours d'arabe que fréquente aussi Hafida, cela l'occupe beaucoup. Pourquoi apprendre l'arabe ou le portugais (puisque c'est le cas de José) ? « Pour comprendre les gens quand on va dans notre pays et pour qu'ils nous comprennent » car il ne fait aucun doute que leur pays c'est le Maroc, la Tunisie, le Portugal, et le Vietnam ; « le pays de nos parents on l'aime beaucoup. » Quant à Youssef, dont la maman est française, ce sont les deux pays. » « Quelque fois on a envie de partir pour toujours dans notre pays, surtout l'hiver, car c'est un pays chaud. Pourtant, je suis habitué à vivre en France ».
Alors, plus tard, comment feront-ils ? Je reste en France et je retourne dans mon pays pour les grandes vacances » dit Hafida approuvée par Youssef et José. Toufik dit « ça dépend si je suis encore vivant, une année ici, une année là bas ». Quant à Calvien, elle attend de retourner au Vietnam, retrouver le reste de sa famille, « quand les méchants, nous auront rendu la terre ».
L'heure de la récréation a sonné et met terme à notre échange. Depuis quelques minutes, déjà je les sentais fatigués de cet entretien, ils ont répondu avec beaucoup de gentillesse à mes questions mais ils éprouvent certaines difficultés à exprimer leur pensée.
J'ai conscience de l'aspect artificiel de cette situation d'interview et il ne s'agissait pas de me montrer indiscrète, ni d'aller au-delà de leurs propres questionnements.
Toutefois, je savais cela possible car l'intérêt suscité par la démarche interculturelle de certains enseignants de l'école, induit une dynamique dans laquelle eux-même se trouvent pris et qui est très formatrice.
J'aurais l'occasion dans le prochain numéro de revenir sur cette démarche interculturelle en interviewant cette fois les enseignants concernés.

F. Groud

Sadok KHORSI
Président de l'Association
des Français d'Origine Algérienne
11, rue des Petites Écuries
75010 PARIS

Paris, le 4 Juillet 1986

Monsieur Jacques CHIRAC
Premier Ministre
55, rue de Varenne
75007 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Le conseil des Ministres du 11 juin 1986 a adopté le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en réglementation de l'immigration, eu égard aux problèmes économiques au chômage et à l'insécurité. Le projet est en nette régression par rapport à l'ordonnance du 2 novembre 1945, à la loi du 29 octobre 1981 et à la loi du 17 juin 1984, votée à la quasi unanimité par toutes les formations politiques du parlement.
Les restrictions sévères contenues dans ce projet de loi, notamment la remise en cause de l'automaticité du renouvellement de la carte de séjour de dix ans, la réduction des catégories des résidents privilégiés non expulsables, l'instauration de la « menace » à l'ordre public, la possibilité d'expulsion des enfants d'immigrés nés en France et le pouvoir discretionnaire donné à la seule autorité administrative en matière d'expulsion, constituent pour les étrangers en général et les immigrés maghrébins en particulier, une menace permanente d'arbitraire et d'injustice.
Solidaires des personnalités politiques et religieuses qui ont exprimé leur inquiétude à l'encontre de ce projet de loi, des associations qui ont manifesté leur angoisse, et, en soutien aux deux jeunes Maghrébins qui font la grève de la faim, les membres du Bureau de l'Association des Français d'Origine Algérienne que j'ai l'honneur de présider, vous demandent, Monsieur le Premier Ministre, par fidélité à l'esprit du gaullisme humain et généreux dont vous êtes un des principaux héritiers, de faire en sorte que ce projet de loi soit amendé dans le sens de la sauvegarde des droits des étrangers, garantis par les lois de la République.
Ils vous demandent notamment :
1°) Que soit maintenue, sans aucune réserve la liste des étrangers bénéficiaires de la délivrance automatique de la carte de séjour unique de dix ans
2°) Que soient également maintenues les catégories d'étrangers réputés non-expulsables, particulièrement les jeunes nés en France ou venus avant l'âge de dix ans et les étrangers ayant plus de quinze ans de résidence en France.
Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Courrier

ARABES + BERBÈRES = ALGÉRIENS

L'Algérie, ah ! quel beau pays avec son soleil, ses grigris qui bercent les après-midi, le chant des mouettes qui sillonne le ciel aux abords de ses plages de rêve. L'Algérie avec ses cultures métissées qui enrichissent notre patrimoine, culture du sud au nord et de l'est à l'ouest, de quoi remplir une encyclopédie. Mais, redevenons sérieux. Le vif qui me tracasse, c'est le soi-disant problème arabo-berbère mis en évidence pas les médias occidentaux qui se répercute sur les opinions du peuple algérien (c'est très grave). Ce qui m'a le plus frappé, c'est en feuilletant un livre d'histoire destiné aux classes des écoles secondaires ; pour vous mettre dans l'ambiance, je travaillais en intérim dans les éditions Bordas, et je rassemblais les commandes données, et pendant un moment de répis, je me faufilai dans un coin pour pouvoir lire un peu ce livre. Je ne suis pas particulièrement chauvin mais j'avais eu la curiosité de rechercher ce qui concerna l'Algérie. Sur l'Algérie il n'y avait même pas une page entière dédiée à elle et pourtant, la France l'a colonisé pendant plus d'un siècle. bref, quelques lignes retraçaient ce que eux appelent l'histoire d'Algérie et ce j'appellerai une ombre de son histoire, mais, dans ces quelques lignes, une chose me frappa particulièrement, « Le président actuel, Monsieur Chadli Benjdid est confronté au *nationalisme berbère* et à *l'intégrisme musulman* » et bien, c'est beau ce que l'on va introduire dans le crâne des jeunes élèves. Alors j'ai décidé de réagir parce que j'aime mon pays et que je déteste toute provocation venue de l'extérieur qui peut mener à une quelconque révolution, et qui détruirait l'essor d'un jeune pays qui fait peur à certains par l'importance qu'elle acquière dans le monde entier.

Le nationalisme berbère, je lis ces mots et je comprends que la population d'origine berbère (en général, les kabyles) se battent intellectuellement pour créer une nation, une nation entraîne le mot « pays » au sein même de l'Algérie, un gouvernement automatiquement se créerait. La position, ma foi, j'en ai aucune idée ? Mais, j'aimerais poser une question : de quoi ce mini pays subsisterait-il économiquement ? Peut être que ceux qui ont écrit cet article pourrait me l'expliquer car vous savez l'économie malheureusement c'est pas mon domaine mais le peu que je connaisse me suffit pour savoir qu'une telle idiotie est impossible et qu'il est ancré dans l'intelligence berbère qui ne parle pas de nation mais qui revendique le respect et la sauvegarde de la culture berbère, ce qui n'est pas condammable, et qui est pris en considération par le gouvernement algérien, actuellement qui est en grand partie, d'origine berbère car si les historiens se penchent sur les arbres généalogiques de n'importe quel algérien d'origine berbère ou arabe il constatera qu'il est très difficile de trouver une chaîne qui n'a pas été croisé, au cours des siècles passés de l'invasion de l'Islam et des arabes jusqu'à présent, sans compter bien entendu, les multiples colonialisme français qui sont venues enrichir notre patrimoine. L'Algérie, aujourd'hui indépendante, berce un peuple d'Algériens de toute origine. Les berbères et les arabes ont combattu ensemble, le cololianisme française sous le drapeau algérien, ils sont tous des fils de l'Algérie, et tous ceux qui se sont sacrifiés pour une nation, n'attendaient pas qu'aujourd'hui, un racisme divise le pays en deux pour l'emmener doucement à sa ruine. C'est pourquoi, nous devrons agir au trouble venu de l'extérieur en prouvant que nos mains se lient en tant qu'algériens et en étant fier de cette richesse à deux cultures qui font de nous des gens riches d'une histpite qui n'est malheureusement pas assez mis en évidence. Le temps n'est plus aux discours ni aux critiques, il est primordial de se sacrifier pour placer l'Algérie au plus haut de sa réussite, ce qui entraînera un meilleur avenir pour ses enfants qui devront prendre la relève de ce jeune pays qu'est le nôtre. Ce discours paraît « très nationaliste » mais je me suis senti obligé de répondre à de telles mesures. En ce qui concerne « l'intégrisme musulman en Algérie », je ne me prononcerai point car mes connaissances sont limitées, mais ici on n'est pas bête, c'est le même topo que cette histoire de nationalisme berbère », vous m'avez compris.

L'Algérie ne vous donnera pas la joie d'une révolution armée mais elle vous présentera avec joie, sa prochaine révolution technologique qui en épatera plus d'un, du moins c'est cela que je souhaite !

Karim Hocini

(*) GRENOBLE

L'Association des retraités algériens de l'Isère vient d'être créée à Grenoble. Elle est présidée par M'hamed Abdelkader secondé par Mohammed Aît-aoudia secrétaire général.

Le but de l'ARAI est de défendre les immigrés et les invalides algériens, d'organiser leurs loisirs, d'aider ceux qui veulent retourner, sauvegarder leurs droits sociaux et surtout de veiller à l'égalité dans les attributions des pensions et les allocations entre Français et étrangers, civils et anciens militaires.

L'A.F.A.O. adresse son salut fraternel aux promoteurs de cette heureuse initiative et souhaite longue vie et prospérité à l'A.R.A.I.

(*) : 1, rue Hauquelin Grenoble

EN TOUTE JUSTICE

A la suite d'un recours introduit par le MRAP, le tribunal administratif de Paris vient d'annuler la décision de la ville de Paris qui exclue les étrangers n'appartenant pas à la CEE de l'allocation congé parental d'éducation accordée aux familles nombreuses. De quoi s'agit-il ? Les familles d'au moins deux enfants, pouvaient percevoir, depuis 1980, 2 500 F d'allocation pendant 30 mois après la naissance du 3e enfant, à condition que l'un des parents n'exerce pas d'activité rémunérée. La décision de la ville de Paris de 1984 excluait de l'attribution de cette allocation, les Magrhébins, les Africains et les Turcs.

Le MRAP a fait valoir dans son recours que les dispositions prises par le conseil de Paris, étaient contraires à l'article 2 de la constitution au traité de Rome et aux règlements communautaires.

AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE

Depuis la parution du dernier numéro de Racines un changement est inter venu à la tête de l'A.A.E. Notre ami Abdelkrim Souici est rappelé en Algérie pour occuper de hautes fonctions. Nous lui souhaitons du bonheur et de la réussite dans son nouveau poste et nous lui renouvelons notre sympathie et notre amitié.

A son sucesseur, M. Ali Ammar qui a été élu Président de l'AAE, le 3 avril, nous souhaitons une cordiale bienvenue à Paris et nous adressons notre salut le plus fraternel.

Les membres du bureaux de l'A.F.O.A.

A LA MEMOIRE
DES FRANCAIS
VINGTS